

# Le G20 s'abstient de mettre la Chine en cause

Le Monde.fr | 06.09.2015 à 01h03 • Mis à jour le 07.09.2015 à 10h19 | Par [Claire Guélaud](#)

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) Classer

Partager (215) [Tweeter](#)

**La délégation chinoise était très attendue à Ankara, vendredi 4 et samedi 5 septembre, pour [la réunion des ministres des finances](#) et des grands argentiers du G20. Les pays avancés comme les émergents attendaient des explications sur l'ampleur du ralentissement de la deuxième puissance économique mondiale et sur [la dévaluation surprise du yuan le 11 août, qui a déclenché une tempête boursière générale et un début de « guerre des changes » dans plusieurs pays.](#)**

Lire aussi : [La crise chinoise vue par les économistes](#)

Les délégations allemande et américaine souhaitaient que le G20, y compris pour sa propre crédibilité, adopte dans son communiqué final un ton incisif, mais ils n'ont pu l'obtenir. Malgré les pressions, le texte a retenu une formulation générale : les pays du G20 ont promis de « [s'abstenir de procéder à toute dévaluation compétitive](#) ».

Les [débats](#), tant sur l'économie mondiale que sur les stratégies de croissance, se sont néanmoins déroulés, selon un participant, sans tension particulière. La délégation chinoise s'est voulue rassurante sur la croissance de l'ex-empire du Milieu, assurant que le pays était dans une période de transition de l'[industrie](#) vers les [services](#) et de l'investissement vers la [consommation](#), transition dont la rapidité était sous-estimée.

Les responsables chinois ont écarté le risque d'un « hard landing », un atterrissage brutal de l'économie, et évoqué une croissance de 6 % à 7 % l'an. Le gouverneur de la banque centrale (BPC) a par ailleurs affirmé que la dévaluation du 11 août n'était pas destinée à [faire repartir](#) les exportations et que le pays avait dû faire face à l'éclatement d'une bulle boursière.

## Appel à la « transparence »

En retour, plusieurs délégations des pays avancés ont fait [observer](#) que la libéralisation des marchés des capitaux en [Chine](#) irait probablement de pair avec une certaine volatilité et qu'elle impliquait une communication « *non désordonnée* » de la part des autorités.

Rentrés dans la discussion de manière « *assez ouverte* », selon un participant européen, les Chinois ont refusé d'être désignés nommément dans le communiqué du G20. C'est d'ailleurs l'habitude au sein de ce groupe de pays qui représentent 85 % de l'économie mondiale. Le [Japon](#) et les Etats-Unis ont ferraillé pendant trois heures pour [obtenir](#) que le texte évoque la nécessité de davantage de

« *transparence* » dans les politiques et dans les données, la qualité des statistiques chinoises étant clairement en cause.

L'autre grande question reste la [politique](#) monétaire de la Réserve fédérale — plus particulièrement la date, peut-être prochaine, à laquelle la Fed procédera à la première hausse de son taux directeur depuis neuf ans. Ce futur resserrement monétaire, qu'un brouillon du communiqué final qualifiait de « *principale menace pour l'économie mondiale* », n'a finalement été évoqué que de manière très habituelle, le texte final appelant à un calibrage prudent des politiques monétaires et à une communication claire pour [éviter](#) les risques de contagion, une formulation qui peut aussi bien [viser](#) les Etats-Unis que la Chine.

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/06/le-g20-s-abstient-de-pointer-du-doigt-la-chine\\_4747115\\_3234.html#0pXjBOD8xePs4kmA.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/06/le-g20-s-abstient-de-pointer-du-doigt-la-chine_4747115_3234.html#0pXjBOD8xePs4kmA.99)